

Gelet op het decreet van 18 juni 1990 van de Raad van de Franse Gemeenschap houdende regeling van het toezicht over de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op de verordening van de Franse Gemeenschapscommissie van 8 juli 1991 tot vaststelling van het organieke kader van het statutaire personeel van de Administratie van de Franse Gemeenschapscommissie;

Overwegende het artikel 5 van deze verordening dat voorziet dat het College de datum van de inwerking-treding vaststelt,

Besluit :

Artikel 1. De verordening van de Franse Gemeenschapscommissie tot vaststelling van het organieke kader van het statutaire personeel van de Administratie van de Franse Gemeenschapscommissie treedt in werking op 19 augustus 1991.

Art. 2. Dit besluit wordt in het *Belgisch Staatsblad* gepubliceerd en treedt in werking op 19 augustus 1991.

Art. 3. De Minister, lid van het College, bevoegd inzake personeel en begroting, wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 17 juli 1991

De Minister,
lid van het College, bevoegd inzake Gezondheidszorg,
J.-L. THYS

De Minister,
lid van het College, bevoegd inzake Cultuur en Welzijn,
G. DESIR

F. 91 — 2168

[C — 31206]

17 JUILLET 1991. — Arrêté du Collège de la Commission communautaire française portant des dispositions administratives et pécuniaires relatives au personnel de l'Administration de la Commission communautaire française (1)

Le Collège,

Vu l'article 108ter, § 3, alinéa 2, 1^o et 2^o, de la Constitution;

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, notamment l'article 79;

Vu le décret du 18 juin 1990 du Conseil de la Communauté française organisant la tutelle sur la Commission communautaire française;

Vu le règlement de la Commission communautaire française du 8 juillet 1991 fixant le cadre organique du personnel de l'Administration de la Commission communautaire française;

Vu les conclusions du protocole n^o 91/5 conclu au sein du Comité particulier négociation en date du 15 juillet 1991;

Considérant qu'il importe de déterminer les règles statutaires qui régissent le personnel de l'Administration de la Commission communautaire française;

Considérant la nécessité de doter rapidement ce cadre du personnel suffisant;

Que, pour ce faire, il doit pouvoir être dérogé à certaines règles concernant la nomination,

Arrête :

Article 1er. § 1er. Les grades du cadre organique du personnel de l'Administration de la Commission communautaire française sont situés aux rangs suivants :

Rang 16	: Directeur général
Rang 15	: Directeur d'administration Inspecteur général
Rang 14	: Premier conseiller
Rang 13	: Conseiller-chef de service Conseiller
Rang 11	: Conseiller adjoint
Rang 10-11-13	: Médecin inspecteur — Médecin inspecteur chef de service — Médecin inspecteur directeur (carrière plane) Chargé de mission du cadre B (carrière plane)
Rang 10	: Secrétaire d'administration
Rang 24	: Chef administratif
Rang 22-23-24	: Infirmier gradué — Infirmier gradué de première classe — Infirmier gradué principal (carrière plane) Assistant social — Assistant social de première classe — Assistant social principal (carrière plane)
Rang 22	: Sous-chef de bureau Réviseur comptable
Rang 21-22	: Secrétaire de direction Secrétaire principal(e) de direction (carrière plane)

(1) Les annexes du présent arrêté peuvent être consultées, pendant les heures de bureau, au service du personnel de l'administration de la Commission communautaire française, dont les locaux sont situés à 1050 Bruxelles, avenue Louise 166, tél. 643 02 11.

Rang 20	: Rédacteur comptable Rédacteur
Rang 20-22-24	: Auxiliaire culturel du cadre B (carrière plane)
Rang 34	: Commis sténo-dactylo chef Commis dactylo chef Commis chef Ouvrier principal de première classe
Rang 32	: Commis principal Ouvrier principal
Rang 30-32	: Commis sténodactylo — Commis sténodactylo principal(e) (carrière plane) Commis dactylo Commis dactylo principal(e) (carrière plane)
Rang 30	: Commis aide-comptable Commis Hôtesse-téléphoniste Ouvrier

§ 2. Le grade de directeur d'administration adjoint à la Chancellerie est équivalent au grade de secrétaire adjoint tel que fixé à l'article 3 de l'arrêté du Collège du 17 juillet 1991 portant des dispositions administratives et pécuniaires relatives au personnel des services du Collège de la Commission communautaire française.

§ 3. Les titulaires des emplois d'agent principal et de téléphoniste qui existaient à titre transitoire dans le cadre organique du personnel statutaire de la Commission française de la Culture transféré aux services du Collège de la Commission communautaire française, peuvent accéder aux emplois respectifs de commis et d'hôtesse-téléphoniste moyennant la réussite de l'examen prévu au tableau des grades repris en annexe 1.

Art. 2. Les conditions d'accès aux grades repris ci-dessus sont fixées de la manière énoncée dans le tableau des grades repris en annexe 1.

Art. 3. Le statut administratif du personnel statutaire de l'Administration de la Commission communautaire française est fixé de la manière énoncée à l'annexe 2.

Art. 4. Le régime des pensions du personnel statutaire de l'Administration de la Commission communautaire française est fixé de la manière énoncée à l'annexe 3.

Art. 5. § 1^{er}. Le statut pécuniaire et les échelles barémiques du personnel statutaire de l'Administration de la Commission communautaire française sont fixés de la manière énoncée à l'annexe 4.

§ 2. La rémunération du directeur d'administration adjoint à la Chancellerie reste attachée à l'échelle barémique 1.103.

Art. 6. § 1^{er}. En vue d'assurer le bon fonctionnement de l'Administration de la Commission communautaire française, le Collège peut, pour les premières nominations aux emplois visés à l'annexe 5, déroger aux conditions de recrutement visées à l'article 2 du présent arrêté, moyennant le respect des règles énoncées ci-après.

Dans ce cas, le Collège de la Commission communautaire française déclare l'emploi vacant et fait appel aux candidats par un avis publié au *Moniteur belge*.

Cet avis mentionne :

- a) les emplois vacants;
- b) les conditions d'admission;
- c) le délai et les modalités fixés pour l'introduction des candidatures ainsi que, s'il échet, les documents à fournir.

Les candidatures doivent être introduites par lettre recommandée à la poste, adressée au Collège de la Commission communautaire française avant la date ultime fixée dans l'avis qui sera publié au *Moniteur belge* au moins quinze jours avant cette date.

Pour être admissibles, les candidats doivent remplir les conditions suivantes :

- a) satisfaire aux conditions de nationalité prévues par la législation applicable en Belgique;
- b) être de conduite irréprochable;
- c) jouir des droits civils et politiques;
- d) satisfaire aux lois sur la milice;
- e) satisfaire aux conditions de nomination particulières fixées à l'annexe 6.

§ 2. Le Collège de la Commission communautaire française procède aux nominations sur proposition d'un jury chargé de procéder à un entretien avec les candidats, présidé par le Président de l'Assemblée de la Commission communautaire française et composé de trois personnalités proposées par le Collège.

§ 3. Sont considérées comme « premières nominations » au sens du présent article, les premières nominations à chacun des emplois du cadre organique mentionnés dans l'annexe 5 qui ont lieu dans un délai de six mois à compter de la date d'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. 7. Les agents du cadre du personnel statutaire des services du Collège de la Commission communautaire française seront transférés en leur qualité, et dans leur grade ou dans un grade équivalent aux emplois correspondants du cadre du personnel de l'Administration de la Commission communautaire française.

Art. 8. A titre personnel, les agents de l'ancienne Commission française de la Culture, visés à l'article 7 ci-dessus, conservent le bénéfice de la carrière plane, aussi longtemps qu'ils occupent le même emploi.

Ils conservent en toute circonstance, l'ancienneté et au moins la rétribution dont ils disposaient au moment de leur transfert dans le cadre organique du personnel statutaire des services du Collège de la Commission communautaire française.

Art. 9. Les agents du cadre B qui seraient nommés dans le cadre A, après l'examen prévu dans le statut du personnel dudit cadre, conservent, en tant qu'agents de l'ancienne Commission française de la Culture, le bénéfice de la carrière plane et la rétribution dont ils disposaient dans le cadre B.

Art. 10. Le présent arrêté est publié au *Moniteur belge* et entre en vigueur à la même date que le règlement fixant le cadre organique du personnel statutaire de l'Administration de la Commission communautaire française.

Art. 11. Le Ministre, membre du Collège, chargé du personnel et du budget est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 17 juillet 1991.

Le Ministre,
membre du Collège, chargé de la Santé,
J.-L. THYS

Le Ministre,
membre du Collège, chargé de la Culture et de l'Aide aux Personnes,
G. DESIR

VERTALING

N. 91 — 2168

[C — 31206]

17 JULI 1991. — Besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie houdende administratieve en geldelijke bepalingen betreffende het personeel van de Administratie van de Franse Gemeenschapscommissie (1)

Het College,

Gelet op artikel 108ter, § 3, lid 2, 1^o en 2^o, van de Grondwet;

Gelet op de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen, inzonderheid op artikel 79;

Gelet op het decreet van 18 juni 1990 van de Raad van de Franse Gemeenschap houdende regeling van het toezicht over de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op de verordening van de Franse Gemeenschapscommissie van 8 juli 1991 tot vaststelling van het organieke kader van het personeel van de Administratie van de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op de besluiten van het protocol nr. 91/5 dat werd gesloten op 15 juli 1991 in het kader van het Bijzonder Onderhandelingscomité;

Overwegende dat de statutaire regels die van toepassing zijn op het personeel van de Administratie van de Franse Gemeenschapscommissie dienen te worden vastgesteld;

Overwegende de noodzaak om dit kader spoedig uit te rusten met voldoende personeel;

Dat hiertoe dient te worden afgeweken van bepaalde regels inzake benoeming,

Besluit:

Artikel 1. § 1. De graden van het organieke kader van het personeel van de Administratie van de Franse Gemeenschapscommissie stemmen overeen met de volgende rangen :

Rang 16	: Directeur-generaal
Rang 15	: Bestuursdirecteur Inspecteur-generaal
Rang 14	: Eerste adviseur
Rang 13	: Adviseur hoofd van dienst Adviseur
Rang 11	: Adjunct-adviseur
Rang 10-11-13	: Geneesheer — inspecteur-Geneesheer-inspecteur hoofd van dienst — Geneesheer-inspecteur directeur (vlakke loopbaan) Opdrachtgelastigde van het kader B (vlakke loopbaan)
Rang 10	: Bestuurssecretaris
Rang 24	: Bestuurschef
Rang 22-23-24	: Gegradueerd ziekenverpleger — Gegradueerd ziekenverpleger eerste klasse — Eerstaanwendend gegradueerd ziekenverpleger (vlakke loopbaan) Maatschappelijk assistent — Maatschappelijk assistent eerste klasse — Eerstaanwendend maatschappelijk assistent (vlakke loopbaan)
Rang 22	: Onderbureauchef Revisor boekhouding
Rang 21-22	: Directiesecretaris/-esse Eerstaanwendend directiesecretaris/-esse (vlakke loopbaan)
Rang 20	: Rekenplichtige opsteller Opsteller
Rang 20-22-24	: Culturele medewerker van het kader B (vlakke loopbaan)
Rang 34	: Hoofdklerk-stenotypist Hoofdklerk-typist Hoofdklerk Eerstaanwendend werkman eerste klasse
Rang 32	: Eerste klerk Eerstaanwendend werkman
Rang 30-32	: Klerk-stenotypist — Eerste klerk-stenotypist(e) (vlakke loopbaan) Klerk-typist Eerstaanwendend klerk-typist(e) (vlakke loopbaan)

(1) De bijlagen van dit besluit kunnen, tijdens de kantooruren, worden geraadpleegd op de personeelsdienst van de administratie van de Franse Gemeenschapscommissie waarvan de lokalen zijn gelegen te 1050 Brussel, Louizalaan 166, tel. 643 02 11.

Rang 30 : Klerk-hulpboekhouder
Klerk
Onthaalbeambte-telefoniste
Werkman

§ 2. De graad van bestuursdirecteur toegevoegd aan de Kanselarij is gelijkgesteld aan de graad van adjunct-secretaris zoals vastgesteld in artikel 3 van het besluit van het College van 17 juli 1991 houdende administratieve en geldelijke bepalingen betreffende het personeel van de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie.

§ 3. De titularissen van de betrekkingen van eerstaanwezend beambte en telefonist(e) die voorlopig waren opgenomen in het organieke kader van het statutaire personeel van de Franse Commissie voor de Cultuur dat werd overgedragen naar de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie, kunnen toegang hebben tot de respectievelijke betrekkingen van klerk en onthaalbeambte-telefonist(e) mits zij siagen voor het examen zoals voorzien in de gradentabel, opgenomen in bijlage 1.

Art. 2. De toegangsvoorwaarden voor de bovenvermelde graden worden vastgesteld zoals vermeld in de gradentabel, opgenomen in bijlage 1.

Art. 3. Het administratief statuut van het statutaire personeel van de Administratie van de Franse Gemeenschapscommissie wordt vastgesteld zoals vermeld in bijlage 2.

Art. 4. Het pensioenstelsel van het statutaire personeel van de Administratie van de Franse Gemeenschapscommissie wordt vastgesteld zoals vermeld in bijlage 3.

Art. 5. § 1. Het geldelijk statuut en de weddeschalen van het statutaire personeel van de Administratie van de Franse Gemeenschapscommissie worden vastgesteld zoals vermeld in bijlage 4.

§ 2. De bezoldiging van de bestuursdirecteur toegevoegd aan de Kanselarij blijft verbonden aan de weddeschaal 1.103.

Art. 6. § 1. Teneinde de goede werking van de Administratie van de Franse Gemeenschapscommissie te verzekeren, kan het College voor de eerste benoemingen in de betrekkingen beoogd in bijlage 5, afwijken van de in artikel 2 van dit besluit beoogde aanwervingsvoorwaarden, mits het naleven van de hierna vermelde regels.

In dit geval verklaart het College van de Franse Gemeenschapscommissie de betrekking vacant en doet het een oproep tot kandidaten via een bericht dat in het *Belgisch Staatsblad* wordt gepubliceerd.

Dit bericht vermeldt :

- a) de vacante betrekkingen;
- b) de toelatingsvoorwaarden;
- c) de vastgestelde termijn en modaliteiten voor de indiening van de kandidaturen en, indien nodig, de in te leveren stukken.

De kandidaturen moeten worden ingediend per aangetekend schrijven en gericht zijn aan het College van de Franse Gemeenschapscommissie vóór de uiterste datum vastgesteld in het bericht dat, ten minste vijftien dagen vóór deze datum, in het *Belgisch Staatsblad* zal worden gepubliceerd.

Om toegelaten te worden, moeten de kandidaten aan de volgende voorwaarden voldoen :

- a) aan de nationaliteitsvoorwaarden voldoen, voorzien door de wetgeving van toepassing in België;
- b) van onberispelijk gedrag zijn;
- c) de burgerlijke en politieke rechten genieten;
- d) aan de dienstplichtwetten voldoen;
- e) aan de in bijlage 6 vastgestelde bijzondere benoemingsvoorwaarden voldoen.

§ 2. Het College van de Franse Gemeenschapscommissie gaat over tot de benoemingen op voordracht van een jury die wordt belast om een vraaggesprek te houden met de kandidaten.

De jury wordt voorgezeten door de Voorzitter van de Vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie en is samengesteld uit drie hooggeplaatste personen die door het College worden voorgesteld.

§ 3. Worden beschouwd als « eerste benoemingen » in de zin van dit artikel, de eerste benoemingen in elkeen van de betrekkingen van het organieke kader, vermeld in bijlage 5, die plaatshebben binnen de zes maanden te rekenen vanaf de datum van de inwerkingtreding van dit besluit.

Art. 7. De ambtenaren van het kader van het statutaire personeel van de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie zullen worden overgedragen volgens hun hoedanigheid en in hun graad of in een graad die gelijkgesteld is aan de overeenkomstige betrekkingen van het personeelskader van de Administratie van de Franse Gemeenschapscommissie.

Art. 8. De ambtenaren van de voormalige Franse Commissie voor de Cultuur, beoogd in het bovengenoemde artikel 7, behouden persoonlijk het voordeel van de vlakke loopbaan, zolang zij dezelfde betrekking bekleeden.

Zij behouden, in alle omstandigheden, hun anciënniteit en ten minste de bezoldiging die zij ontvingen op het ogenblik van hun overdracht naar het organieke kader van het statutaire personeel van de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie.

Art. 9. De ambtenaren van het kader B die, na het afleggen van het examen voorzien in het personeelsstatuut van dit kader, zouden worden benoemd in het kader A behouden, in de hoedanigheid van ambtenaren van de voormalige Franse Commissie voor de Cultuur, het voordeel van de vlakke loopbaan en de bezoldiging die zij ontvingen in het kader B.

Art. 10. Dit besluit wordt in het *Belgisch Staatsblad* gepubliceerd en treedt in werking op dezelfde datum dan de verordening tot vaststelling van het organieke kader van het statutaire personeel van de Administratie van de Franse Gemeenschapscommissie.

Art. 11. De Minister, lid van het College, bevoegd inzake personeel en begroting wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel 17 juli 1991.

De Minister,
lid van het College, bevoegd inzake Gezondheidszorg,
J.-L. THYS

De Minister,
lid van het College, bevoegd inzake Cultuur en Welzijn,
G. DESIR